ASSURANCES

PORTEE ECONOMIQUE DES PERTES PAR LE FEU.

Leurs effets sur la population.—La destruction par le feu d'une propriété quelconque assurée est l'imposition d'une taxe sur chacun des assurés, et en définitive, sur chaque habitant du Canada. L'assurance contre l'incendie n'est pas autre chose qu'une évaluation nationale du coût des dommages causés par l'incendie. La moitié des primes perçues est remboursée en paiement des pertes encourues. Les compagnies d'assurance retiennent l'autre moitié pour dépenses d'opération et profit. Si le nombre des feux est excessif, ou s'il survient des conflagrations, comme celle de Toronto en 1904, où les compagnies d'assurance ont dû déboursier à la ville \$10,000,000 on peut dire que tout le pays a contribué à rebâtir Toronto. C'est cette solidarité, sous forme d'assurance contre le feu, qui aide les incendiés à se relever de leurs pertes.

Chaque personne du Canada est tenue de contribuer directement ou indirectement sa part de la perte. La plupart des assurés sont sous l'impression que les frais d'assurance contre le feu ne sont autre chose que le montant de la prime qu'ils doivent payer pour les polices qui leur ont été données. On ignore, généralement que le prix de chaque article nécessaire à l'existence, est grevé d'une partie des sommes payées pour l'assurance contre le feu. C'est un impôt indirect dont la proportion est difficile à déterminer. Le consommateur le paie inconsciemment, et volontiers. Le prix d'un pain acheté chez le marchand détaillant, porte le coût de l'assurance sur les édifices et les effets du détaillant, du boulanger, de l'entrepôt de farine, de la minoterie et des entrepôts à grain. De cette manière chacun contribue sa quote-part pour défrayer le coût de l'assurance. Une part du travail et de l'industrie représente donc l'effort improductif qui contribue à restaurer des valeurs détruites par négligence. La destruction par le feu, chaque année de millions de dollars de valeur créée accroît le coût de l'existence; c'est donc une question d'une importance primordiale pour toute la population.

Pertes par le feu en pays étrangers. — Si l'on ne pouvait éviter les pertes par le feu au Canada, il serait inutile de parler de réforme. Mais si l'on jette un coup d'oeil sur les pertes subies par les autres pays, on reconnaîtra qu'il est possible d'améliorer la situation. Des rapports spéciaux, recueillis par le National Board of Fire Underwriters des Etats-Unis, montrent que la moyenne des pertes per capita, en quatorze pays d'Europe, pendant la période de 1912-1915, était de \$0.71, et, aux Etats-Unis, de \$2.26. Pendant les mêmes années, la perte moyenne per capita en cinquante six ville canadiennes, s'est élevée à \$2.96 per capita. Le tableau suivant indique les rapports respectifs de chaque pays.

Pertes per capita par le feu en différents pays.

Pays	Nombre de villes ayant fait rapport				Pertes par le feu per capita				
	1912	1913	1914	1915	1912	1913	1914	1915	Moy.
CANADA	56	56	56	56	2.74	3.22	3.38	2.49	\$2.96
Etats-Unis	300	298	298	333	2.55	2.25	2.32	1.94	2.26
Iles Philippines	—	1	1	1	—	4.41	1.28	1.00	2.23
Ecosse	2	3	1	3	0.49	0.36	5.35	1.62	1.95
Espagne	—	1	1	1	—	2.30	0.15	3.13	1.86
Afrique du Sud	—	—	1	—	—	—	1.77	—	1.77
Belgique	1	1	—	—	0.69	1.36	—	—	1.02
Russie	2	2	1	1	0.84	0.89	1.19	0.95	0.97
France	6	5	3	3	0.84	0.49	0.63	1.02	0.74
Hawaii	—	1	—	—	—	0.69	—	—	0.69
Angleterre	12	14	9	8	0.54	0.33	0.67	1.03	0.64
Norvège	1	1	1	1	0.69	0.32	0.48	0.72	0.55
Italie	3	5	5	3	0.90	0.25	0.37	0.62	0.53
Japon	—	3	10	—	—	0.59	0.44	—	0.51
Irlande	2	2	2	2	0.57	0.28	0.39	0.55	0.45
Chili	—	1	—	1	—	0.30	—	—	0.58
Suède	1	1	1	1	0.13	0.74	0.54	0.29	0.42
Autriche	4	4	1	—	0.30	0.25	0.42	—	0.32
Allemagne	9	8	4	2	0.20	0.28	0.17	0.49	0.28
Suisse	1	1	1	—	0.04	0.15	0.19	—	0.13
Pays-Bas	2	1	1	1	0.12	0.11	0.07	0.14	0.11
Perte annuelle moyenne per capita.									
Etats-Unis et Canada	\$2.61								
Pays d'Europe	0.71								
Tous les autres pays	1.13								

Suivant ces données les pertes moyennes au Canada sont presque quatre fois plus lourdes que celles d'Europe. Mais, comme la comparaison ne mentionne que les plus grandes villes, les chiffres fournis ne représenteraient pas exactement la situation générale.

Des statistiques recueillies sur un certain nombre de villes d'Europe et du Canada, avec population inférieure à 4,000, montrent que, de 1910 à 1914, les pertes du Canada étaient seize fois plus élevées. Cette énorme différence s'explique en grande partie par la nature des matériaux de construction, et par le fait que le Canada possède per capita une plus grande valeur en propriété exposée au feu. Plusieurs industries importantes sont situées dans les petites villes du Canada. Elle sont souvent la seule raison de l'existence d'une ville, et, advenant leur destruction par le feu, la perte per capita de cette ville s'élève extraordinairement au-dessus de toute moyenne normale du pays. Une qualification quelque peu semblable devrait accompagner toute tentative de comparer les données des pertes canadiennes à celles des pays étrangers. Le fait que les valeurs exposées sont approximativement quatre fois plus élevées au Canada qu'en Europe nous porte évidemment à conclure que les mêmes causes d'incendie produiront, suivant toute probabilité, des pertes quatre fois plus fortes. Mais ce n'est pas une raison pour excuser les pertes que nous éprouvons par le feu; seulement, c'est un fait que l'on est exposé à passer facilement sous silence, quand on établit des comparaisons.

La véritable différence, qui existe entre les pertes subies par le Canada et les pays étrangers, se dégage mieux en comparant la fréquence et l'étendue des dommages du feu. Les statistiques que l'on possède montrent qu'au Canada on compte un feu par 600 habitants et en Europe un seul par 3,000 personnes. C'est-à-dire que ce pays serait cinq fois plus exposé au feu que les pays d'Europe.